

LE MUR-DE-BERLIN EST DANS LA TÊTE

Depuis Bismarck jusqu'au chancelier Kohl, si on peut suggérer un maître-mot pour caractériser les relations entre l'Allemagne et l'Afrique, c'est bien le mur-de-Berlin. Certes, on peut tenter une lecture de ces rapports en termes de relations internationales classiques, mais c'est évacuer toute l'histoire et l'affect qui ont travaillé ce type de relations dont Véronique Porra étudie la portion significative se situant entre les deux guerres (1).

Le terme de mur-de-Berlin utilisé ici doit être compris comme cette ankylose mentale, ce sac de nœuds chargé de clichés, d'hypocrisies, d'inerties, de partenarisme et de sentiments contradictoires et des moins réalistes, qui empêche les partenaires de faire une évaluation de leur rencontre plus que séculaire pour en extraire une juste compréhension mutuelle à partir de laquelle pourrait s'élaborer une véritable politique de coopération et de réciprocité. Au lieu de cela, en Afrique existe un engouement indécent pour l'Allemagne, qui est plus net dans les anciennes colonies de celle-ci comme au Cameroun et au Togo (où l'on célébrera dans le faste en 1984 le centenaire de la colonisation allemande !) et en Namibie où la mémoire collective a idéalisé outrancièrement la colonisation à la prussienne, marquée d'expéditions punitives et de lourds massacres génocidaires comme chez les Hereros. Quant à l'Allemagne, depuis l'époque de son chancelier de fer, Otto Leopold von Bismarck, elle répond à ces marques de sympathie par un désintérêt toujours plus grand que ne le laissent penser les discours humanitaristes officiels et les excédents commerciaux, au point que Peter Molt doute de l'existence d'une politique africaine de l'Allemagne. Ce mur-de-Berlin a encore pris du galon depuis la réunification célébrée dans l'imaginaire africain comme la réalisation par procuration des politiques d'intégration ratées, et en Allemagne comme une belle revanche kolossale sur l'histoire et son dépassement. C'est-à-dire, la domination de l'Europe que les armes ne lui ont pas donnée, le mark (anagramme gutturalisé du mot arme ?) est en train de la lui donner. Si certaines capitales occidentales, comme Paris, voyaient la réunification de l'Allemagne d'un mauvais œil, en Afrique elle a plutôt été accueillie avec une certaine satisfaction.

Le mur-de-Berlin est dans la tête de l'Afrique

Au lendemain des indépendances, certains pays africains ont cherché à contracter de puissants liens matrimoniaux avec l'Allemagne dans le cadre d'une politique de coopération et d'assistance plus audacieuse. L'ancien président du Togo, Sylvanus Olympio, assassiné en janvier 1963 dans des circonstances non encore élucidées, incarnait de loin cette tendance dont le projet économique consisterait à sortir l'ancienne colonie allemande du joug français en frappant sa propre monnaie qui serait garantie par l'Allemagne. Depuis lors, ce n'est pas seulement ses anciennes possessions africaines qui établiront et consolideront leurs relations politique et économique avec l'Allemagne, mais aussi pratiquement tous les autres pays du continent, sans compter la Namibie et l'Afrique du Sud qui jouissent d'un statut privilégié dans sa politique africaine comme le montre Jean-Yves Paraiso. Statut d'autant privilégié que l'Allemagne sera constante dans sa coopération militaire et nucléaire avec ce dernier pays (2).

Cette demande de coopération repose sur des préjugés favorables au travers desquels les populations africaines et leurs dirigeants perçoivent l'Allemagne. Pour Anne-Marie Le Gloannec, ils la regardent essentiellement comme la patrie « d'efficacité de compétence, de sérieux, de disponibilité et d'un mélange séduisant sinon plaisant de rigueur et de générosité » (3) que symbolisent à perfection la Mercedes-Benz, le label made in Germany, qui résonnent puissance, richesse et vie en abondance. A cela il faut ajouter bien sûr son football admiré des populations avides de succès et qui y prennent des revanches symboliques sur la France. Car en Afrique, lorsque l'on parle de l'Allemagne, sont implicitement mis dans la balance d'appréciation les deux autres grands pays colonisateurs que sont la Grande-Bretagne et surtout la France. Ont contribué à façonner son image positive des facteurs historique : l'absence de contentieux colonial entre l'Allemagne et l'Afrique (4) ; économique : une aide économique et une assistance technique appréciées pour leur discrétion et leur efficacité et supposées sans arrière-pensées de domination impérialiste (le « sale mot » passé de mode maintenant !) ; culturel : les instituts Goethe accomplissent un travail « où les cultures locales sont tout autant, sinon plus, mises en avant que

(1) V. Porra, *L'Afrique dans les relations franco-allemandes entre les deux guerres : enjeux identitaires des discours littéraires et de leur réception*. Francfort, Verl. für IKO, 1995, 300 p. Dans la Revue des livres on rend compte de cet ouvrage.

(2) Cf. W. Baatz, « Zur militärischen und atomaren Zusammenarbeit des BRD-Imperialismus mit dem Apartheid Regime der Republik Südafrika » (La coopération militaire et nucléaire entre l'impérialisme de

la RFA et le régime d'apartheid de la République sud-africaine), *Militärgeschichte*, 26 (3), 1987, pp. 215-222.

(3) A.-M. Le Gloannec, « L'Allemagne et l'Afrique : une prudence efficace », *Politique africaine*, 10, juin 1983, p. 22.

(4) Elle perdit ses colonies lors de la signature du traité de Versailles du 28 juin 1919 qui mit fin à la Première Guerre mondiale.

les productions du génie allemand » (5). Ce sont là du côté africain les grandes lignes de permanence dans les représentations de l'Allemagne faites de sympathie et d'admiration que confortera son positionnement plus « engagé » dans les processus de démocratisation africaine comme le montre Isabelle Biagiotti. On y reviendra. Mais ces représentations participent de ce mur-de-Berlin qui est un état d'ignorance réelle ou feinte, se dispensant de l'effort nécessaire de questionnement pour aller vers une prise de conscience. Aussi, la contribution de Paulin A. Oloukpona-Yinnon qu'on verse au dossier plutôt qu'à la rubrique « Document » doit-elle poser à ceux qui souscrivent à la thèse de la « soumission historique » le problème des facteurs qui ont entraîné la dégénérescence des rapports d'égalité entre Noirs et Blancs existants encore vers le milieu du XIX^e.

Le mur-de-Berlin est dans la tête de Bonn

Bonn répond peu ou mal aux sollicitations africaines. Dans son attitude, on remarque plutôt un désintérêt croissant, historiquement inscrit au cœur même de la politique africaine de l'Allemagne. L'Allemagne bismarckienne, beaucoup plus préoccupée par sa place et sa consolidation en Europe, ne voyait aucun intérêt à l'aventure coloniale. Il a fallu attendre en fait la veille et le lendemain de la conférence de Berlin (novembre 1884-février 1885), sous la pression des milieux d'affaires coloniaux et d'une opinion publique grandissante où la Hanse joua un rôle prépondérant, pour que Bismarck soit à demi convaincu de l'utilité de cette aventure qui se traduira par une cascade d'annexions rapides du Cameroun, du Togo, et en Afrique orientale, etc., où étaient déjà présents des intérêts privés allemands. La Première Guerre mondiale et le traité de Versailles en 1919 mettront fin à la politique coloniale allemande. Et contrairement aux thèses soutenues par Alexandre Kum'a N'dumbe III (6), Hitler et le III^e Reich, malgré le fort lobbying des milieux coloniaux allemands dans l'entre-deux-guerres, se sont inscrits dans la logique de la politique bismarckienne. Même si, fort de son occupation de la zone démilitarisée de la Rhénanie en violation du traité de Versailles, Hitler posait le 7 mars 1936 devant le Reichstag « le problème de l'égalité des droits [entre les pays colonisateurs] sur le plan colonial » (7), rien ne permet de soutenir que l'expansionnisme colonial allemand en Afrique figure parmi ses principaux objectifs, que N'dumbe III semble confondre avec des manœuvres politiciennes à des fins de propagande interne pour rassurer un électorat revancharde et nostalgique.

(5) A.-M. Le Gloannec, art. cit.

fasciste, 1933-1945, Paris, L'Harmattan, 1980, 391 p.

(6) A. Kum'a N'dumbe III, *Hitler voulait l'Afrique : les plans secrets pour une Afrique*

(7) *Ibid.*, p. 36.

A la suite de A.-M. Le Gloannec, on pense que de Bismarck à Willy Brandt et même à Helmut Kohl, l'Afrique demeure fondamentalement hors du champ des préoccupations de l'Allemagne (8). A la veille des indépendances africaines, c'est sur l'insistance des États-Unis qu'elle acceptera de partager le fardeau de l'aide au développement auquel elle affectera en 1956 une enveloppe de 50 millions de marks. Bonn fera passer une bonne partie de son aide multilatérale au développement par le Marché commun, après avoir accepté en 1957 l'association des anciennes colonies françaises à celui-ci (9). Ce qui revient à relativiser ce désintéret historique.

Il faut relativiser ce désintéret

L'Allemagne est présente en Afrique de diverses manières, quand bien même sa présence n'est pas aussi ostentatoire que celle de la France, baromètre à partir duquel il est tentant d'apprécier sa politique africaine. Le fait qu'une bonne partie de la politique africaine de Bonn se fasse sous le sceau de l'Union européenne ne la rend pas toujours lisible et le dispense d'en élaborer une autonome, et plus hardie.

Quand la présence de l'Allemagne en Afrique est minimisée, c'est surtout au regard de la faiblesse de son APD (Aide publique au développement) qui se situe par an aux environs de 0,39 % de son PNB, loin derrière le taux de 0,70 % fixé par les Nations unies qu'essaient d'approcher des pays scandinaves comme la Finlande, ou difficilement un pays comme la France avec 0,57 % (10). Comme le notent Bruno Coquet, Jean-Marie Daniel et Emmanuel Fourmann, depuis 1960, l'Allemagne fait preuve, tant pour son APD bilatérale et multilatérale que pour ses échanges, d'une remarquable constance politique : « Elle oriente ses flux d'aide vers des pays bien déterminés : le Kenya, la Tanzanie et le Ghana figurent en bonne place des bénéficiaires depuis 1970. Il n'est d'ailleurs pas surprenant de retrouver ces pays parmi les principaux coéchangistes africains de l'Allemagne » (11). Et les trois auteurs ajoutent que « cette constance est cependant infléchie au cours de la dernière décennie par un volontarisme plus affirmé en Afrique subsaharienne : la promotion de l'APD allemande consacrée à cette zone s'est considérablement accrue depuis 1970. De plus, l'Allemagne est un des principaux annulateurs de dette pour les pays de la zone franc » (12).

(8) A.-M. Le Gloannec, *art. cit.*, p. 9.

(9) *Ibid.*

(10) Encore que c'est par un jeu d'écriture comptable que la France a fini par atteindre ce taux en incorporant ses départements et territoires d'outre-mer dans le calcul de son APD. Cf. S. Brunel, *Le gaspillage*

de l'aide publique, Paris, Éd. du Seuil, 1993, 185 p.

(11) B. Coquet, J.-M. Daniel et E. Fourmann, « L'Europe et l'Afrique : flux et reflux », *Politique africaine*, 49, mars 1993, p. 20.

(12) *Ibid.*

L'APD bilatérale allemande transite par une série d'organismes chargés de mettre en œuvre la politique gouvernementale. Parmi les principaux, il faut citer la KfW (Kreditanstalt für Wiederaufbau, Société de crédit pour la reconstruction), la GTZ (Gesellschaft für technische Zusammenarbeit, Société pour la coopération technique) et la DED (Deutscher Entwicklungsdienst, Service allemand de développement) ainsi que les Instituts Goethe, les ONG dont nombre dépend des opulentes Églises chrétiennes comme Misereor, Caritas (13) et des fondations liées aux partis politiques comme la Friedrich-Ebert-Stiftung proche du SDP, la Friedrich-Naumann-Stiftung proche du FPD, la Konrad-Adenauer-Stiftung proche de la CDU et la Hanns-Seidel-Stiftung proche du CSU. Par ailleurs, les Länder peuvent mener indépendamment de Bonn leur propre politique de partenariat avec des pays de leur choix. Ainsi la Bavière sous feu Franz-Josef Strauss, dont l'imaginaire est alimenté de théories hégéliennes et de nostalgies coloniales, avait des liens plus qu'équivoques avec l'Afrique (14) où il avait jeté son dévolu sur le Togo, plus exactement sur le président Eyadéma avec lequel il montait des projets de développement interlopes. En Afrique du Sud il est notoire que la Fondation Konrad-Adenauer proche du CDU de Helmut Kohl finançait le parti Inkatha de Buthelezi. Ceci pose en réalité la question du rôle de ces fondations dans les pays africains où le travail remarquable qu'elles accomplissent dans nombre de domaines est parfois terni par des alliances et des opérations pour le moins scandaleuses.

Sur le plan des échanges commerciaux, le port de Hambourg reste la porte d'entrée en Europe pour les produits tropicaux d'Afrique, notamment épices, café, cacao et fruits tropicaux (15) qui ont remplacé le trafic du bois d'ébène. L'Afrique occupe la première place dans les importations allemandes qui sont en nette augmentation passant de 59 % en 1989 pour atteindre 81,9 % en 1993 (16). Déficitaire en 1993, la balance commerciale est devenue favorable à l'Allemagne avec un solde positif de 450 millions de marks en 1994 où l'ensemble des échanges ont connu un léger progrès de 28,70 millions de marks contre 28,5 millions en 1993. Cependant si ses importations ont connu un certain tassement, les matières premières (amiante, cobalt, or, platine, ferrochrome, uranium, cobalt, pétrole, etc.) voient se conforter leur place (17) et proviennent pour l'essentiel d'Afrique du Sud, des pays d'Afrique du Nord, et du Nigeria pour le pétrole. Ces pays sont aussi ceux qui reçoivent la plus grande partie des investissements allemands. Ainsi reste

(13) Sur quelques aspects des interventions financières des ONG chrétiennes allemandes en Afrique, se rapporter à « L'argent de Dieu : Églises chrétiennes et contraintes économiques », *Politique africaine*, 35, octobre 1989 et notamment l'article d'A. Mbembe.

(14) Cf. J.-Y. Paraïso, « Franz-Josef Strauss et le tiers monde », *Allemagne d'aujourd'hui*, 108, juin 1989, pp. 30-39. et

surtout « Franz-Josef Strauss et l'Afrique ! », *Peuples noirs, peuples africains*, 6 (35), octobre 1983, pp. 7-23.

(15) Cf. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, 2586, 2 juin 1995, pp. 1160-1162.

(16) Cf. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, 2558, 18 novembre 1994, pp. 2426-2427.

(17) Cf. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, 2585, 26 mai 1995, pp. 1116-1118.

encore d'actualité le constat que faisait déjà A.-M. Le Gloannec en 1983 qui écrivait : « D'une manière générale, les deux extrémités blanches du continent reçoivent et fournissent l'essentiel des exportations et des importations allemandes » (18). On peut se demander si ce mercantilisme, motivé par la seule obsession de réaliser d'excédents commerciaux faramineux par l'accès à des sources d'approvisionnement bon marché (19), suffit à constituer en soi une politique africaine de l'Allemagne. On comprend dès lors que des africanistes allemands soutiennent que leur pays n'a pas de politique africaine clairement définie ou du moins se refuse à un engagement politique sur le continent comme le relève Franz Ansprenger (20). Ne s'est pas traduite en une véritable politique africaine toute l'offensive diplomatique menée par Bonn au début des années 60 et surtout à la fin des années 80 en direction du continent noir (21).

Pour contrebalancer ces perceptions négatives qui ne sont pas celles des populations et des dirigeants africains, il faut savoir que, selon Klaus Kinkel, près de 3 500 étudiants africains dont 750 boursiers du DAAD (Deutscher Akademischer Austauschdienst, Office allemand d'échanges universitaires) suivent des formations dans des universités allemandes pendant que 500 autres boursiers du même DAAD étudient sur place dans leur propre pays (22). De son côté Jean-Paul Tégda estime qu'un millier d'étudiants africains ont choisi de faire leurs études au pays de Goethe et montre les problèmes d'intégration auxquels ils sont confrontés (23). Le chiffre avancé par Klaus Kinkel paraît plus raisonnable auquel il faut ajouter les boursiers des fondations proches des partis politiques mentionnées plus haut dont la politique de coopération universitaire constitue un des volets de leurs actions.

La démocratisation a traversé le mur-de-Berlin

Dans les années 80, l'Allemagne semble avoir totalement tourné la page en abandonnant la « doctrine Hallstein » qui n'était qu'une refor-

(18) A.-M. Le Gloannec, *art. cit.*, p. 11.

(19) H. Gerth-Wellmann, « Afrika als Rohstofflager und Abstazmarkt » (L'Afrique, gisement de matières premières et de débouché commercial), *Blätter für deutsche und internationale Politik*, 25 (4), avril 1980, pp. 435-447 ; B. Schulz, W. Hansen, « Aid or imperialism ? West-Germany in Sub-Saharan Africa », *The Journal of modern african studies*, 22 (2), juin 1984, 287-313.

(20) F. Ansprenger, « A critical appraisal of Bonn's policy towards Africa », *German Comments*, 12, octobre 1988, pp. 17-24.

(21) Le président Heinrich Lübke a visité près d'une douzaine de pays entre 1962 et 1965. En juin-juillet 1978 le chancelier Hel-

mut Schmidt se rendra au Nigeria et en Zambie et surtout après une longue période d'inaction le ministre fédéral des Affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher visitera le Sénégal et l'Angola, son supérieur Helmut Kohl se rendra au Cameroun, au Mozambique et au Kenya pendant que le président Richard von Weizsäcker sera au Mali, au Nigeria et au Zimbabwe.

(22) *Die Bundesrepublik Deutschland und Afrika : dokumentation, 1990-1993, op. cit.*, p. 61.

(23) J.-P. Tégda, « Où faire une bonne formation en 1994-1995 », *Afrique Éducation*, 7, juillet 1994, pp. 11-21.

mulation des temps modernes de l'antique désintéret bismarckien, doctrine qui permettait à Bonn, pendant la guerre froide, de rompre avec les pays africains qui reconnaissaient sa rivale la République démocratique allemande (24).

Les années 90 marqueront un nouveau départ de la politique africaine de Bonn qui va entreprendre une diplomatie de charme agressive en direction des pays africains en s'appuyant sur son image de virginité coloniale, sur des structures existantes (ONG, fondations, ambassades, etc.) et en y envoyant des personnalités politiques fédérales de premier plan. L'Allemagne semble être un des grands pays européens à s'engager avec une certaine bonne foi agissante dans les processus de démocratisation en Afrique où son rôle, comparé à celui de la France, paraît tout à fait honorable.

Selon Isabelle Biagiotti, l'Allemagne s'est engagée dès 1990 dans les démocratisations africaines, au lendemain de la chute du mur de Berlin, en menant une réflexion qui l'a conduite à l'énonciation d'une conditionnalité démocratique de son aide. Au mercantilisme sans fard mêlé d'un certain humanisme datant de la guerre froide (doctrine Hallstein oblige) s'en est suivie une promotion des droits de l'homme et de la démocratie. Plus pragmatique ou opportuniste, elle a compris tout le capital réel et symbolique qu'elle peut tirer de son parti pris pour la démocratie pour raffermir son image déjà idéalisée sur le continent africain. Aussi a-t-elle mis en place des procédures d'aide à la démocratie permettant de gérer l'avant, le pendant et l'après-démocratisation en finançant diverses opérations qui lui sont directement liées ou non. Ainsi par exemple en matière d'observation électorale en Afrique, Bonn possède une expérience de terrain non négligeable et soutient des positions moins ambiguës que sa voisine la France (25).

Mais le mur-de-Berlin demeure toujours dans la tête

Il demeure dans la tête de plusieurs façons. Tout d'abord, pour Bonn, il ne faut pas que sa diplomatie de démocratisation entre en

(24) La politique africaine de l'Allemagne a été marquée par trois événements au début des années 80 : l'abandon de la « doctrine Hallstein », l'admission de la RFA à l'ONU, et la liquidation de la coloniale *Deutsche Afrika Gesellschaft* (Société allemande pour l'Afrique). Cf. W. Reichold, « L'Allemagne fédérale et l'Afrique », *Afrique contemporaine*, 108, mars-avril 1980, pp. 1-5.

(25) Cf. U. Engel, R. Hofmeier, D. Kohnert et A. Mehler (éds), *Wahlbeobachtungen in Afrika: Erfahrungen deutscher Wahlbeobachter, Analysen und Lehren für die Zukunft* (Observations des élections en Afrique : expériences des observateurs allemands, analyses et leçons pour l'avenir), Hambourg, Institut

für Afrika-Kunde, 1994, 261 p. On pourra aussi lire les pertinentes remarques que souleva T. von Trotha concernant l'observation internationale des élections dans son rapport « *Das ist alles ein heillooses Durcheinander* ». *Beobachtungen zur Präsidentenwahl und Wahlbeobachtung in Togo, 1993, Abschlussbericht an das Auswärtige Amt der Bundesrepublik Deutschland*, Siegen, Fachbereich 1, UGH Siegen, 1993, 49 p. On trouvera une version condensée de ce rapport intitulé « *C'est la pagaille* ». *Quelques remarques sur l'élection présidentielle et son observation internationale au Togo, 1993*, dans *Politique africaine*, 52, décembre 1993, pp. 152-159.

conflit avec ses intérêts économiques bien compris, comme en Afrique du Sud, voire au Nigeria où sa voix est aussi inaudible que celles de ses partenaires occidentaux face aux récentes pendaisons d'opposants ogonis au gouvernement d'Abuja (26). Pour les autorités allemandes, comme pour l'ensemble des pays occidentaux, le parti pris pour la démocratie et les droits de l'homme reste sélectif et n'est pas aussi systématique que le laisse accroire Klaus Kinkel (27). C'est que les intérêts économiques, si légitimes soient-ils, se sont depuis longtemps construits comme un mur-de-Berlin qui a poussé ses fondations dans les têtes et est donc plus difficile à abattre.

Ensuite, la diplomatie des droits de l'homme peut cacher de vieilles rivalités entre l'Allemagne et la France sur fond de guerre froide finissant comme le met en exergue l'exemple suivant. Pour encourager la démocratisation en Afrique, la Fondation allemande pour l'Afrique (Deutsche Afrika Stiftung), dont la consonance rappelle à si méprendre la Deutsche Afrika Gesellschaft, crée le prix allemand pour l'Afrique (Deutscher Afrika-Preis) qui récompense des personnalités africaines qui ont lutté pour l'instauration de la démocratie dans leur pays. Au cours d'une cérémonie solennelle à Bonn le 12 mai 1993 réunissant des personnalités politiques, du monde des affaires et des associations de premier plan, le président fédéral Richard von Weizsäcker décerne ce prix au Togolais Me Yawovi Apollinaire Agboyibor, un de ces principaux dirigeants de l'opposition, qu'un jury indépendant avait auparavant désigné comme lauréat (28).

Acte apparemment anodin et de bonne foi, ce prix fera passer le récipiendaire pour un affreux germanophile aux yeux des autorités françaises qui pèseront de tout leur poids auprès du président Eyadéma dans la balance de nomination de son Premier ministre après les frauduleuses présidentielles d'août 1993 cautionnées par la France. Car, de retour au pays, Me Agboyibor, en quête de puissantes ressources politiques, exploitera ce prix en se positionnant comme le poulain de l'Allemagne dont le silence ajoutera à la confusion générale et sera perçu comme une volonté de parrainage. Bien que chef du plus important parti à l'Assemblée, Me Agboyibor ne sera pas nommé au poste de Premier ministre qu'il convoitait, malgré son homérique boycott parlementaire qui le discréditera par la suite. On voit surgir l'éternel complexe de Fachoda dont parle souvent Jean-François Bayart au travers duquel la France analyse les réalités politiques des pays africains. Paris a toujours la hantise des velléités centrifuges de ces anciennes colonies, surtout lorsqu'elles relevaient du régime de mandat et de tutelle. Ce qui le conduit à y soutenir et à y maintenir obstinément des candidats très contestés ou constables qui lui offrent des gages assez solides

(26) Lire ces réactions dans *Le Monde* du 2 novembre 1995, p. 4 et des 12 et 13 novembre 1995, pp. 1 et 2.

(27) Cf. le document annexé à ce dossier.

(28) Cf. *Die Bundesrepublik Deutschland und Afrika: dokumentation, 1990-1993*, op. cit., pp. 177-182.

pour perpétuer sa présence en Afrique. En fait, ce sont deux conceptions de gestion de la démocratisation qui opposent les deux pays. Alors que Bonn considère qu'il faudra une nouvelle génération de personnel politique pour gérer la démocratie, Paris, tablant sur sa longue expérience africaine et sur des arguments culturalistes, affiche au contraire son scepticisme (29).

Enfin, la dernière modalité de fonctionnement du mur-de-Berlin est à observer dans la recherche africaniste allemande, caractérisée par son insuffisance généralisée, un certain nombre de clichés et de parti pris, pour reprendre le constat sévère qu'établissait en 1985 Franz Ansprenger pour ce qui concerne la science politique (30). Quatre ans plus tard, brossant le tableau du paysage africaniste allemand, René Otayek concluait son étude en ces termes : « Cette énumération ne doit pas masquer la réalité de la crise qui affecte les études africaines en Allemagne. Les africanistes allemands en sont conscients, qui se sont groupés en une association. (...) Sera-t-il l'occasion d'une relance de l'africanisme outre-Rhin ? » (31). On retrouve la même critique sévère chez R. Hanisch pour ce qui concerne la politologie africaniste qui fait trop dans le classicisme académique et répugne à aborder un certain nombre de sujets (32). Ce constat est renforcé par la marginalisation de l'africanisme allemand, à part des disciplines comme la linguistique ou récemment la littérature coloniale qui ont acquis leurs lettres de noblesse. Avec R. Otayek et F. Ansprenger, on peut dire qu'il est confiné grosso modo dans le même statut académique que les études africaines en France il y a quelques années, encore que le combat de les sortir de l'« exotisme » n'est totalement pas terminé.

Le mur-de-Berlin est aussi dans le dossier

On ne sait pas si ce désintérêt pour l'Afrique et cette marginalisation de l'africanisme en Allemagne ont un quelconque lien avec les faux (re)bonds dont a été la victime ce numéro de Politique africaine consacré aux rapports entre l'Allemagne et l'Afrique. Reporté à deux reprises, on avait un an et demi pour monter un excellent numéro. L'échéance arrivant, la plupart des collègues sollicités n'ont pas livré leur manuscrit. Ainsi manquent au rendez-vous les articles qui devaient constituer l'ossature du dossier : le rôle de l'Allemagne dans les proces-

(29) Cf. « Une approche franco-allemande de l'Afrique », *Le Monde*, 18 décembre 1993.

(30) F. Ansprenger, « Afrika. Utopia oder Abstellgleis der politischen Wissenschaft ? » (Afrique. Utopie ou voie de garage de la science politique), *Politische Vierteljahresschrift*, 26 (16), 1985, pp. 407-415.

(31) R. Otayek, « Les études africaines en République fédérale d'Allemagne », *Politique africaine*, 34, juin 1989, p. 119.

(32) R. Hanisch, in R. Tetzlaff, U. Engel et A. Mehler (dirs), *Afrika zwischen Dekolonisation, Staatsversagen und Demokratisierung*, Hambourg, Institut für Afrika-Kunde, 1995.

sus démocratiques en Afrique (33), sa politique de coopération, les Églises et les ONG dans le développement, et les fondations à caractère politique (34) que l'article de Comi Toulabor devait venir compléter en fournissant un éclairage sur une fondation d'une autre dimension, la Fondation Humboldt. Le mur-de-Berlin a été si dévastateur que le lecteur sera privé des pages sur les représentations de l'Afrique dans les médias allemands (35) et sur la vie des Africains (surtout étudiants) au pays de Goethe. Nous n'aurons aucune contribution sur la place de l'enseignement des langues africaines dans les universités allemandes où existe pourtant une longue tradition depuis Diedrich Westermann, ni sur les thèmes d'études dominants en ethno-anthropologie. Par ailleurs, l'article promis sur les relations spécifiques entre l'ex-RDA (République démocratique d'Allemagne) et l'Afrique a dû rester enfoui sous le mur-de-Berlin (36) tout comme celui sur les demandeurs d'asile africains, dont la réforme législative de 1993, l'Asylkompromiß, est loin de maîtriser le flux. Ces nombreuses défaillances depuis la création de la revue ont eu des répercussions très visibles sur la taille et la qualité du thème que nous sommes les premiers à déplorer auprès de nos lecteurs, invités par le grand cordon-bleu, Achille Mbembe, à la table de l'aberrance et de l'obscénité postcoloniales.

C. M. T.

Dossier thématique établi par Comi M. Toulabor,
CEAN-IEP (Bordeaux)

(33) Si bien qu'on a dû prendre un article d'Isabelle Biagiotti déjà paru dans *L'Afrique politique* 1995.

(34) U. Kievelt et K. Tilmes donnent une idée de leur méthode d'intervention sur le terrain dans leur article « Zielorientierte Projektplanung : ein Entwicklungspolitisches Planungsinstrument und seine interkulturelle Problematik » (La planification de projets orientée vers la réalisation d'objets précis : un instrument de planification de la politique de développement et sa problématique interculturelle), *Vierteljahresberichte Forschungsinstitut der Friedrich Ebert*, 108, juin 1987, 131-143.

(35) Image bien stéréotypée que l'on retrouve dans les livres pour enfants. Cf. V. Weyel, « Das alte Afrika ist nicht tot. Zum Afrika bild in deutschsprachigen Kindern

und Jugendbüchern » (La vieille Afrique n'est pas morte. Au sujet de l'image de l'Afrique dans les livres pour enfants de langue allemande), *Entwicklungspolitik*, 3, 1974, pp. 21-25.

(36) Mais on renvoie le lecteur à deux ouvrages sur la question, U. van der Heyden, I. Scheleicher et H.-G. Scheleicher (dirs), *Die DDR und Afrika. Zwischen Klassenkampf und neuem Denken* (La RDA et l'Afrique. Entre la lutte des classes et une nouvelle pensée), Hambourg, LIT, 1993, 278 p. et *id. Engagiert für Afrika. Die DDR und Afrika* (Engagée pour l'Afrique. La RDA et l'Afrique), Hambourg, LIT, 1994, 295 p. Lire le compte rendu que fait Andreas Eckert de ces deux ouvrages dans *Politique africaine*, 59, octobre 1995, pp. 178-179.